

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203626]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au cadastre du logement public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 1^{er}, 37^o, 88, § 1^{er}, 8^o, et 131, 10^o*bis*;
Sur la proposition de la Société wallonne du Logement du 24 juin 2013;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2013;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013,
Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 26 août 2013;
Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 22 octobre 2013;
Vu l'avis du Conseil d'Etat 55.409/4, donné le 17 mars 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;
Considérant l'avis du Conseil supérieur du Logement, donné le 18 septembre 2013;
Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- 1^o Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;
- 2^o Administration : le Département du Logement de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie;
- 3^o Société wallonne : la Société wallonne du logement;
- 4^o Fonds du Logement : Le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;
- 5^o Cadastre: le cadastre du logement.

Art. 2. § 1^{er}. Le Comité de pilotage du cadastre est composé d'un représentant du Ministre qui préside le Comité, de deux représentants de la Société wallonne, de deux représentants de l'administration, de deux représentants du Fonds du Logement, de deux représentants des sociétés de logement de service public désignés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie, de deux représentants des communes désignés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie et d'un représentant des organismes à finalités sociales désigné par le Fonds du Logement.

§ 2. Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par la Société wallonne.

§ 3. Le Comité de pilotage assure la coordination des moyens nécessaires à la mise en place et à la tenue à jour des données et des outils informatiques du cadastre, la communication à l'ensemble des acteurs de la politique du logement et l'information. Il établit les procédures et protocoles et les outils d'aide à la décision. Il évalue semestriellement l'état d'avancement et de suivi du cadastre. A la demande du Ministre il établit des processus d'aide à la programmation d'investissement et réalise des analyses des données. Il établit les coûts prévisionnels de fonctionnement et d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du cadastre et les transmet à la Société wallonne, au Fonds du Logement et à l'Administration. Il remet avis semestriellement sur les dépenses et prestations réalisées dans ce cadre par les opérateurs immobiliers et leur tutelle et en informe la Société wallonne, le Fonds du Logement et l'Administration.

§ 4. Le comité de pilotage peut s'entourer d'experts.

Art. 3. § 1^{er}. La Société wallonne assure le financement et la maintenance des outils informatiques, à l'exception des outils spécifiques des opérateurs et à l'exception des outils spécifiques du Fonds du Logement, comprenant les logiciels et l'hébergement des bases de données et met à disposition un service d'information et d'assistance à destination des opérateurs immobiliers en matière informatique.

§ 2. La Société wallonne assure l'information, l'assistance, le financement du cadastre des sociétés de logement de service public et le contrôle de la qualité des données qu'elles encodent.

Art. 4. § 1^{er}. Le Fonds du Logement assure le financement et la maintenance des outils informatiques utilisés pour le cadastre de son parc de logement et celui des organismes à finalité sociale, à l'exception des outils spécifiques des organismes à finalité sociale, comprenant les logiciels et l'hébergement des bases de données et met à disposition un service d'information et d'assistance à destination des opérateurs immobiliers en matière informatique.

§ 2. Le Fonds du Logement assure l'information, l'assistance, le financement du cadastre des organismes à finalité sociale et le contrôle de la qualité des données qu'ils encodent.

§ 3. Le Fonds du Logement assure une mission, en tout ou en partie, d'élaboration ou de mise à jour continue du cadastre du logement pour le compte des organismes à finalité sociale qui lui en font la demande. Le comité de pilotage est tenu informé des modalités de cette mission.

Art. 5. L'Administration assure l'information, l'assistance, le financement du cadastre des pouvoirs locaux et des régions autonomes et le contrôle de la qualité des données qu'ils encodent.

Art. 6. Les sociétés de logement de service public assurent une mission, en tout ou en partie, d'élaboration ou de mise à jour continue du cadastre du logement pour le compte des pouvoirs locaux et régions autonomes qui leur en font la demande. Le comité de pilotage définit le cadre et les modalités de cette mission.

Art. 7. Le comité de pilotage soumet à l'approbation du Ministre un protocole d'utilisation des données, qui ne peuvent en aucun cas être utilisées à des fins commerciales. Chaque opérateur immobilier et son organisme de tutelle, ainsi que le Fonds du Logement en ce qui concerne les organismes à finalité sociale, est habilité à utiliser les données du cadastre qui le concerne. Les données synthétiques du cadastre seront transmis, annuellement, à l'Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique ainsi qu'au Centre d'Etudes en Habitat durable.

Art. 8. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203626]

8. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Kataster der öffentlichen Wohnungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 1, 37°, 88, § 1, 8°, und 131, 10°*bis*;

Auf Vorschlag der „Société wallonne du Logement“ (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) vom 24. Juni 2013;

Aufgrund des am 4. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 26. August 2013 abgegebenen Gutachtens der „Société wallonne du Logement“;

Aufgrund des am 22. Oktober 2013 abgegebenen Gutachtens des „Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne“ (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. März 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 55.409/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 18. September 2013 abgegebenen Gutachtens des „Conseil supérieur du Logement“ (Hoher Rat des Wohnungswesens);

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

2° Verwaltung: die Abteilung Wohnungswesen der Operativen Generaldirektion „Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie“ des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Wallonische Gesellschaft: die „Société wallonne du Logement“ (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft);

4° „Fonds du Logement“: der „Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie“ (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

5° Kataster: der Wohnungskataster.

Art. 2 - § 1. Der Katasterlenkungsausschuss besteht aus einem Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt, zwei Vertretern der Wallonischen Gesellschaft, zwei Vertretern der Verwaltung, zwei Vertretern des „Fonds du Logement“, zwei Vertretern der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die durch die „Union des Villes et Communes de Wallonie“ bezeichnet werden, zwei Vertretern der Gemeinden, die durch die „Union des Villes et Communes de Wallonie“ bezeichnet werden und einem Vertreter der Einrichtungen mit sozialem Zweck, die durch den „Fonds du Logement“ bezeichnet werden.

§ 2. Das Sekretariat des Lenkungsausschusses wird von der Wallonischen Gesellschaft geführt.

§ 3. Der Lenkungsausschuss gewährleistet die Koordinierung der Mittel, die zur Einführung und Aktualisierung der Daten und EDV-Instrumente des Katasters notwendig sind, die Kommunikation an die Gesamtheit der Akteure der Wohnungspolitik und die Information. Er legt die Verfahren und Protokolle und die Hilfsmittel für die Beschlussfassung fest. Er bewertet halbjährlich den Entwicklungsstand und die Begleitung des Katasters. Auf Antrag des Ministers hin legt er Hilfsverfahren für die Programmierung der zu tätigen Investitionen fest und nimmt Datenanalysen vor. Er bestimmt die voraussichtlichen zur Einführung des Katasters notwendigen Funktions- und Investitionskosten und teilt sie der Wallonischen Gesellschaft, dem „Fonds du Logement“ und der Verwaltung mit. Er gibt halbjährlich ein Gutachten über die in diesem Rahmen von den Immobilienvermittlern und ihrer Aufsichtsbehörde getätigten Ausgaben und Leistungen und benachrichtigt die Wallonische Gesellschaft, den „Fonds du Logement“ und die Verwaltung.

§ 4. Der Lenkungsausschuss kann Sachverständige heranziehen.

Art. 3 - § 1. Die Wallonische Gesellschaft gewährleistet die Finanzierung und die Wartung der EDV-Instrumente, mit Ausnahme der spezifischen Instrumente der Betreiber und mit Ausnahme der spezifischen Instrumente des „Fonds du Logement“, die die Software und die Hosting der Datenbanken umfassen, und stellt einen Informations- und Unterstützungsdienst im EDV-Bereich für Immobilienvermittler zur Verfügung.

§ 2. Die Wallonische Gesellschaft gewährleistet die Information, die Unterstützung, die Finanzierung des Katasters der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und die Kontrolle der Qualität der Daten, die sie eingeben.

Art. 4 - § 1. Der „Fonds du Logement“ gewährleistet die Finanzierung und die Wartung der EDV-Instrumente, die für den Kataster seiner Wohnungsbestands und des Bestands der Einrichtungen mit sozialem Zweck, mit Ausnahme der spezifischen Instrumente der Einrichtungen mit sozialem Zweck, die die Software und die Hosting der Datenbanken umfassen, und stellt einen Informations- und Unterstützungsdienst im EDV-Bereich für Immobilienvermittler zur Verfügung.

§ 2. Der „Fonds du Logement“ gewährleistet die Information, die Unterstützung, die Finanzierung des Katasters der Einrichtungen mit sozialem Zweck und die Kontrolle der Qualität der Daten, die sie eingeben.

§ 3. Der « Fonds du Logement » erfüllt ganz oder teilweise eine Aufgabe zur Erstellung und ständigen Aktualisierung des Wohnungskatasters für Rechnung der Einrichtungen mit sozialem Zweck, die es beantragen. Der Lenkungsausschuss wird von den Modalitäten dieser Aufgabe informiert.

Art. 5 - Die Verwaltung gewährleistet die Information, die Unterstützung, die Finanzierung des Katasters der lokalen Behörden und der autonomen Regionen und die Kontrolle der Qualität der Daten, die sie eingeben.

Art. 6 - Die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes erfüllen ganz oder teilweise eine Aufgabe zur Erstellung und ständigen Aktualisierung des Wohnungskatasters für Rechnung der lokalen Behörden und der autonomen Regionen, die es beantragen. Der Lenkungsausschuss definiert den Rahmen und die Modalitäten dieser Aufgabe.

Art. 7 - Der Lenkungsausschuss legt dem Minister ein Protokoll für die Nutzung der Daten, die auf keinen Fall zu gewerblichen Zwecken benutzt werden dürfen, zur Genehmigung vor. Jeder Immobilienvermittler und sein Aufsichtsorgan sowie der "Fonds du Logement", was die Einrichtungen mit sozialem Zweck betrifft, wird befugt, die Katasterdaten, die ihn bzw. es betreffen, zu benutzen. Die zusammenfassende Angaben des Katasters werden dem "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik) sowie dem "Centre d'Etudes en Habitat durable" (Studienzentrum der Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse) jährlich übermittelt.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203626]

8 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het kadaster van de openbare huisvesting

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 1, 37°, 88, § 1, 8°, en 131, 10° bis;

Op de voordracht van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) van 24 juni 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 26 augustus 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 22 oktober 2013;

Gelet op het advies nr. 55.409/4 van de Raad van State, gegeven op 17 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Hoge Huisvestingsraad, gegeven op 18 september 2013;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

2° Administratie : het Departement Wonen van het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst;

3° Waalse maatschappij : de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

4° Huisvestingsfonds : het "Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Huisvestingsfonds voor de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

5° Kadaster : het kadaster van de woning.

Art. 2. § 1. Het stuurcomité van het kadaster bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister die het Comité voorziet, van twee vertegenwoordigers van de Waalse maatschappij, van twee vertegenwoordigers van de administratie, van twee vertegenwoordigers van het Huisvestingsfonds, van twee vertegenwoordigers van de openbare huisvestingsmaatschappijen aangewezen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten) en van een vertegenwoordiger van de sociale instellingen aangewezen door het Huisvestingsfonds.

§ 2. Het secretariaat van het stuurcomité wordt waargenomen door de Waalse maatschappij.

§ 3. Het stuurcomité zorgt voor de coördinatie van de nodige middelen voor de invoering en de bijwerking van de gegevens en van de informatica-instrumenten van het kadaster, de mededeling aan alle actoren van het huisvestings- en informatiebeleid. Het Comité stelt procedures en protocollen voor alsook hulpmiddelen bij de beslissing. Om de zes maanden evalueert het Comité de stand van vordering en van opvolging van het kadaster. Op verzoek van de Minister stelt het Comité processen van steun vast bij de programmering van investeringen en verricht analyses van de gegevens. Het bepaalt de provisionele werkings- en investeringskosten die nodig zijn voor de uitvoering van het kadaster en maakt ze over aan de Waalse maatschappij, aan het Huisvestingsfonds en aan de Administratie. Om de zes maanden brengt bedoeld Comité advies uit betreffende de uitgaven en prestaties die door de vastgoedbeheerders en hun toezichthoudende overheid in dit kader worden uitgevoerd, en stelt de Waalse maatschappij, het Huisvestingsfonds en de Administratie in kennis daarvan.

§ 4. Het stuurcomité kan beroep doen op deskundigen.

Art. 3. § 1. De Waalse maatschappij zorgt voor de financiering en het onderhoud van de informatica-instrumenten, met uitzondering van instrumenten eigen aan operatoren en met uitzondering van specifieke instrumenten van het Huisvestingsfonds, softwares en hosting van databanken inbegrepen, en stelt een informatie- en steundienst ter beschikking van de vastgoedbeheerders inzake informatica.

§ 2. De Waalse maatschappij zorgt voor de informatie, de bijstand, de financiering van het kadaster van de openbare huisvestingsmaatschappijen en de controle van de kwaliteit van de gegevens die ze inbrengen.

Art. 4. § 1. Het Huisvestingsfonds zorgt voor de financiering en het onderhoud van de informatica-instrumenten die voor het kadaster van zijn woningenbestand worden gebruikt alsook voor het kadaster van de sociale instellingen, met uitzondering van de specifieke instrumenten van de sociale instellingen, softwares en hosting van databanken inbegrepen, en stelt een informatie- en bijstandsdienst ter beschikking van de vastgoedbeheerders inzake informatica.

§ 2. Het Huisvestingsfonds zorgt voor de informatie, de bijstand, de financiering van het kadaster van de sociale instellingen en de controle van de gegevens die ze inbrengen.

§ 3. Het Huisvestingsfonds zorgt voor de voortdurende uitwerking of bijwerking, geheel of gedeeltelijk, van het kadaster van de sociale woningen voor rekening van de sociale instellingen die erom verzoeken. Het Pilootcomité wordt ingelicht over de modaliteiten van deze opdracht.

Art. 5. De Administratie zorgt voor de informatie, de bijstand, de financiering van het kadaster van de plaatselijke besturen en autonome bedrijven en de controle van de gegevens die ze inbrengen.

Art. 6. De openbare huisvestingsmaatschappijen zorgen voor de voortdurende uitwerking of bijwerking, geheel of gedeeltelijk, van het kadaster van de sociale woningen voor rekening van de plaatselijke besturen en autonome bedrijven die erom verzoeken. Het Pilootcomité bepaalt het kader en de modaliteiten van deze opdracht.

Art. 7. Het Pilootcomité legt een protocol voor het gebruik van de gegevens ter goedkeuring voor aan de Minister, die in geen geval voor handelsdoeleinden kunnen worden gebruikt. Elke vastgoedbeheerder en zijn toezichthoudende instelling, alsook het Huisvestingsfonds wat betreft de sociale instellingen, wordt ertoe gemachtigd om de gegevens van het kadaster die hem betreft te gebruiken. De samenvattende gegevens van het kadaster worden jaarlijks overgemaakt aan het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waaals Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek) alsook aan het Centrum voor Studies inzake Duurzaam Wonen.

Art. 8. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 mei 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203627]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'article 176.2, § 3, modifié par le décret du 16 mai 2013 et les articles 178.1, §§ 6 et 7, et 178.2, § 2, insérés par le décret du 15 mai 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 avril 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 mai 2014;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2, 7^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2013 portant le règlement général relatif à l'agrément des guichets et fixant les procédures en matière de sanction en exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, le texte suivant est inséré :

« Ces ratios sont établis sur la base des situations de clôture annuelle approuvées par l'assemblée générale du guichet. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, l'article 3 est remplacé par :

« Art. 3. En cas de renouvellement, la société accorde un agrément provisoire d'une durée de deux ans à un guichet qui ne répond pas à toutes les conditions d'agrément telles que définies à l'article 2. Un plan de régularisation est présenté dans les soixante jours de l'octroi de l'agrément provisoire.

Au terme des deux ans :

- un agrément définitif est octroyé au guichet si toutes les conditions d'agrément telles que définies à l'article 2 sont respectées;

- l'agrément provisoire est prolongé une seule fois pour une période de deux ans si le guichet respecte les conditions prévues à l'article 2, 1^o à 6^o, et qu'il obtient une appréciation positive, moyenne ou réservée pour les ratios de l'article 2, 7^o, à condition que le(s) ratio(s) dont l'appréciation est réservée présente(nt) une évolution positive sur la période écoulée de deux ans ainsi que des projections d'évolution vers une appréciation moyenne;

- si le guichet n'est pas dans une des deux situations ci-dessus, la procédure de retrait d'agrément est entamée. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, le paragraphe 1^{er} de l'article 6 est remplacé par :

« § 1^{er}. L'agrément est maintenu si :

1^o le guichet respecte les conditions prévues à l'article 2. Toutefois, par dérogation à l'article 2, 7^o, l'appréciation pour chacun des ratios visés peut être réservée;

2^o la rentabilité, déterminée par le résultat courant avant impôt des comptes annuels, est positive la dernière année et la somme des cinq dernières années est positive;

3^o le guichet présente une prévision de trésorerie, pour une période de cinq ans, démontrant que l'activité assure la pérennité du guichet; ».

Art. 4. Dans le même arrêté, l'article 9 est remplacé par :

« Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 portant le règlement général d'agrément des guichets et portant exécution de l'article 178.1 du Code wallon du Logement est abrogé. Afin de permettre aux guichets d'introduire leur demande de renouvellement d'agrément, un agrément temporaire expirant le 31 août 2014 leur est accordé. ».